« Les Femmes et la Famille en Russie », *Droit et cultures*, n° 29, janvier 1995.

Jean-Paul DEPRETTO

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/clio/238>

DOI : 10.4000/clio.238

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2000

ISBN : 2-85816-515-7

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Jean-Paul DEPRETTO, « « Les Femmes et la Famille en Russie », *Droit et cultures*, n° 29, janvier 1995. », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 11 | 2000, mis en ligne le 20 mars 2003, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/clio/238> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.238>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2022.

Tous droits réservés

« Les Femmes et la Famille en Russie », *Droit et cultures*, n° 29, janvier 1995.

Jean-Paul DEPRETTO

- 1 En 1989, Chantal Kourilsky-Augeven publia dans le n° 18 de *Droit et cultures* un article intitulé « Modèle culturel russe et évolution de la régulation normative de la famille ». Analysant la culture soviétique de 1917 à la perestroïka, elle parvenait à la conclusion que « la nouvelle régulation, loin de détruire les modèles de référence antérieurs [à 1917], avait au contraire abouti à renforcer la prédominance de l'image maternelle dans la culture et les pratiques familiales. Ce renforcement s'était produit aux dépens d'une égalité entre les sexes constamment proclamée au niveau officiel, mais démentie par les faits et par un droit au service d'objectifs politiques changeants ». Ces thèses ont donné lieu à une discussion qui a débouché sur une coopération entre chercheurs français et russes, dont témoigne le présent volume.
- 2 Il se compose d'une introduction et de cinq articles. Les deux premières contributions abordent des questions d'histoire. Vladimir Ivanitski examine le *Domostroï* (Ménagier), dans sa seconde rédaction, due au pape Sylvestre, confesseur d'Ivan le Terrible : selon lui, ce texte visait à garantir à l'homme une autorité absolue sur la femme, mais, replacé dans son contexte de brutalité des mœurs, représentait un réel progrès. Svetlana Ajvazova retrace les étapes du « mouvement féminin » : né dans les années 1850-1860, le féminisme russe a certes été critiqué par Tolstoï, mais dans la société « éclairée » nombre d'hommes l'ont soutenu, comme en témoigne le roman de Tchernychevski *Que faire ?* (1863), où « le thème de l'amour et des formes nouvelles, libres, du mariage [...] occupe la place centrale ». La révolution de 1905 marque le début d'une deuxième phase, qui dure jusqu'en 1917 : désormais, les féministes revendiquent l'égalité des droits civils et politiques. Leur principale organisation, la Société féminine russe de bienfaisance mutuelle, réussit à rassembler plus de 1 000 personnes lors du premier congrès panrusse des femmes, à Saint-Petersbourg, en décembre 1908. S. Ajvazova évoque rapidement la période soviétique, qui voit disparaître les mouvements

féminins indépendants ; Staline transforme citoyennes et citoyens en sujets de l'État paternaliste qu'il symbolise. Le féminisme renaît à Leningrad à la fin des années soixante-dix, porté par la vague dissidente : fortement influencé par le christianisme, il est rapidement réduit au silence. La perestroïka et l'effondrement de l'URSS permettent une multiplication des associations féminines, au nombre de 300 officiellement enregistrées en 1995. Aux élections législatives de 1993, le mouvement « Les femmes de Russie » obtient 8,1 % des suffrages : il se fixe pour objectif d'équilibrer « le niveau de la représentation politique des deux sexes dans les structures du pouvoir ». Les *mass media* présentent ce phénomène nouveau « presque comme le caprice de quelques citoyennes écervelées ».

- 3 L'Institut allemand de la jeunesse (Munich) a coordonné une enquête sociologique menée en 1991 dans plusieurs pays européens sur « la famille à l'Est et à l'Ouest ». En Russie, le questionnaire a été distribué à 800 personnes, qui vivaient dans cinq villes de la partie européenne du pays et travaillaient toutes dans des entreprises d'État. Olga Zdravomyslova résume les résultats obtenus sur le thème « statut familial et carrière professionnelle de la femme ». Elle dresse d'abord un bref bilan de la période soviétique : en 1991, les femmes « représentaient 53 % de la population active » ; elles prédominaient parmi les spécialistes ayant une instruction secondaire ou supérieure. Mais elles subissaient des discriminations liées à leur sexe : salaire inférieur, faible présence aux postes de direction. Elles ont été les premières victimes du chômage. L'auteur cherche à répondre à deux questions : 1°) est-il exact que « la carrière professionnelle des femmes rencontre des difficultés spécifiques sans commune mesure avec celles que les hommes ont à surmonter » ? 2°) comment « le statut familial de la femme » (mariée / non mariée) influe-t-il sur sa carrière professionnelle ?
- 4 Les recherches sociologiques montrent qu'une « majorité écrasante de femmes s'est orientée vers une combinaison de leurs rôles familial et professionnel, et que seule une infime minorité d'entre elles a pensé à une véritable carrière professionnelle. » Il règne dans la société russe des « préjugés défavorables [...] à l'égard d'une carrière personnelle en général, et de la carrière des femmes en particulier. » La pression du statut familial est indiscutable : les femmes mariées sont moins « orientées vers leur profession » que les femmes non mariées ; par leur attitude face à la carrière, ces dernières se rapprochent des hommes.
- 5 C'est la même enquête européenne de 1991 qui a servi de base à l'article de Marina Arutjunjan sur les valeurs des femmes mariées : les enquêtées devaient attribuer une note de 1 à 5 à 22 concepts différents : *amour, esprit civique, religion, tolérance*, etc. Partout « les enfants et la famille se sont révélés être les valeurs dominantes, la religion apparaissant comme la valeur la plus faible (sauf en Pologne) et tendant vers le pôle négatif de l'enquête. » Mais ce qui différencie les mères russes des autres Européennes, c'est l'absence d'homogénéité des valeurs et « l'incohérence relative des choix » : faut-il y voir l'effet du désarroi né de la crise ? M. Arutjunjan conclut sur une note de prudence : la méthode utilisée ne permet pas une « étude en profondeur des valeurs dans un contexte sémantique spécifique. »
- 6 C. Kourilsky-Augeven conclut le numéro avec une étude sur la socialisation juridique des adolescents, filles et garçons en France et en Russie (cf. C. Kourilsky-Augeven, en collaboration avec M. Arutjunjan et O. Zdravomyslova, *Socialisation juridique et modèle culturel. L'image du droit en Russie et en France*, Paris, LGDJ, collection « Droit et société », 1996, 262 p.). L'enquête a été menée en 1993 à Moscou et à Paris, selon deux méthodes.

La première consiste à demander aux intéressés ce qu'évoquent pour eux des mots relevant à la fois du droit et de la vie courante comme *loi*, *divorce*. La seconde repose sur les associations sélectives : la sociologue propose aux adolescents d'indiquer « si certains termes dont *famille*, *divorce* et *pension alimentaire* leur paraissent être en relation avec une ou plusieurs des dix notions suivantes [...] : *droit*, *loi*, *justice*, *responsabilité*, *sécurité*, *liberté*, *égalité*, *solidarité*, *autorité* et *discipline*. » Cette enquête a été réalisée au moment où les autorités russes préparaient activement une nouvelle Constitution : approuvée par référendum en 1993, elle adoptait, « pour la première fois dans l'histoire russe, un modèle de stricte égalité entre les sexes tant dans la famille qu'au sein de la société. » L'analyse de C. Kourilsky-Augeven est trop complexe pour être résumée ici ; bornons-nous à citer un extrait de ses conclusions : « Quant au modèle culturel, toujours prédominant en Russie, de la préférence donnée aux relations affectives sur les relations sociales et de la référence à la morale plutôt qu'au droit, il ne nous paraît nullement, en ce domaine, déterminer chez les adolescents russes une absence de socialisation juridique. Pour nous, ce modèle favorise simplement un type de socialisation juridique “implicite” ou “inconsciente”, habituel pour les individus lorsque la référence consciente au droit ne s'inscrit pas dans les impératifs non écrits de leur milieu culturel, social ou national. Au contraire, le modèle culturel français favoriserait davantage un type de socialisation juridique “explicite” ou “consciente” chez les adolescents français ».

- 7 Ce numéro invite l'historien à méditer sur les modèles russes et soviétiques relatifs à la famille et au rôle des femmes, tels qu'ils peuvent être perçus depuis l'effondrement de l'URSS. J'exprimerai une seule réserve : les trois derniers articles ne s'appuient-ils pas trop exclusivement sur des données tirées de réponses à des questionnaires ? M. Arutjunjan et C. Kourilsky-Augeven sont conscientes du problème posé par les comparaisons internationales : le sens du mot *justice*, par exemple, varie en fonction du contexte culturel. Il me semble que des entretiens approfondis auraient beaucoup aidé à mettre en évidence les systèmes de valeurs des femmes russes, mais il est vrai que cette méthode d'enquête coûte cher...